



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/608
3 décembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : Mme Victoria SANDRU (Roumanie)

I. INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale, à sa 3e séance plénière, le 20 septembre 1996, a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante et unième session la question intitulée "Rapport du Conseil économique et social".
2. À la même séance, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Troisième Commission les chapitres du rapport du Conseil économique et social [A/51/3 (Part I) à (Part III)]¹ devant être examinés au titre des questions correspondantes de son ordre du jour (voir A/C.3/51/1).
3. La Troisième Commission a examiné la question à sa 57e séance, le 29 novembre 1996. On trouvera un résumé de ses débats dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.3/51/SR.57).
4. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie du rapport du Conseil économique et social pour l'année 1996 [A/51/3 (Part I) à (Part III)].

¹ La version définitive du rapport paraîtra en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session (A/51/3/Rev.1).

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

A. Organisation des travaux de la Troisième Commission et projet de programme de travail biennal de la Commission pour 1997-1998

5. À la 57e séance, le 29 novembre, le représentant du Département de la coordination des politiques et du développement social a présenté la note du Secrétariat (A/C.3/51/L.72) intitulée "Organisation des travaux de la Troisième Commission et projet de programme de travail biennal de la Commission pour 1997-1998" (voir A/C.3/51/SR.57).

6. À la même séance, les représentants d'El Salvador, du Pérou, des Philippines, du Costa Rica (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 ainsi que de la Chine), de l'Irlande (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), du Maroc, des États-Unis d'Amérique, du Soudan, de la Namibie, des Pays-Bas, de la Chine, de l'Australie, de la Norvège, du Nigéria, de la Zambie, du Ghana, de la France et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations et soulevé diverses questions auxquelles ont répondu le Secrétaire de la Commission et le représentant du Département de la coordination des politiques et du développement durable.

7. En ce qui concerne le thème "Culture de la paix", il a été noté que, conformément au projet de résolution A/C.3/51/L.60, que la Commission recommandait pour adoption à l'Assemblée, l'examen de la question devrait se poursuivre à sa cinquante-deuxième session au titre du point correspondant de l'ordre du jour. Plusieurs délégations ont fait savoir qu'elles souhaitaient que l'Assemblée examine cette question et le rapport demandé au Secrétaire général dans le projet de résolution, à sa cinquante-deuxième session au titre d'un point distinct de l'ordre du jour. Des points de vue divergents ont été exprimés lors du débat sur la question.

8. À la 57e séance également, la Commission a décidé de prier le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée à sa cinquante-deuxième session un rapport sur les activités concernant la Décennie internationale des populations autochtones au titre du point correspondant de l'ordre du jour (voir par. 2, projet de décision I).

9. À la même séance, la Commission s'est déclarée gravement préoccupée du retard de la documentation et, en particulier, des documents émanant du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat. Elle a souligné que la règle de la distribution simultanée, en temps utile, des documents dans toutes les langues officielles devait être respectée scrupuleusement et a rappelé que la documentation de présession devait être publiée, conformément aux directives de l'Assemblée générale, au plus tard six semaines avant les réunions.

10. À la même séance, la Commission a approuvé l'organisation de ses travaux et son programme de travail biennal pour 1997-1998, tels qu'ils avaient été révisés oralement (voir par. 12, projet de décision II).

B. Rapport du Conseil économique et social

11. À la 57e séance, le 29 novembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre note des chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social (voir par. 12, projet de décision III).

III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIÈME COMMISSION

12. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision suivants :

PROJET DE DÉCISION I

L'Assemblée générale, rappelant sa résolution 49/214 du 23 décembre 1994 relative à la Décennie internationale des populations autochtones, prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur le programme d'activité de la Décennie, au titre du point correspondant de l'ordre du jour.

PROJET DE DÉCISION II

L'Assemblée générale, conformément à ses résolutions 45/175 du 18 décembre 1990, 46/140 du 17 décembre 1991 et 50/227 du 24 mai 1996, approuve l'organisation des travaux de la Troisième Commission et le programme de travail biennal de la Commission pour 1997-1998, tels qu'ils figurent aux annexes I et II à la présente décision.

ANNEXE I

Organisation des travaux de la Troisième Commission

A. Directives concernant la limitation
de la durée des déclarations

1. Conformément à l'article 106 du règlement intérieur de l'Assemblée générale et au paragraphe 22 de sa décision 34/401 sur la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée, le Président de la Troisième Commission doit proposer à la Commission, au début de chaque session, la limitation du temps de parole alloué aux orateurs.

2. Vu les résolutions de l'Assemblée générale 45/175 du 18 décembre 1990, 46/140 du 17 décembre 1991 et 50/227 du 24 mai 1996 sur la rationalisation des travaux de la Troisième Commission, les déclarations que font à titre individuel les délégations de même que celles des représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et autres au titre d'un point de l'ordre du jour ou d'une question subsidiaire ne doivent pas dépasser sept minutes, les déclarations que font à titre individuel les délégations, qui portent sur plus d'un point de l'ordre du jour ou plus d'une question subsidiaire, ne doivent pas dépasser 10 minutes et celles faites au nom de groupes de délégations ne doivent pas dépasser 15 minutes, à moins que la Commission n'en ait décidé autrement au début de sa session. Les déclarations

/...

faites au titre de la question intitulée "Droits de l'homme" et des questions subsidiaires b), c), d) et e), ne devront pas dépasser les durées suivantes : a) pour les déclarations concernant une question subsidiaire, sept minutes; b) pour les déclarations concernant deux questions subsidiaires, 10 minutes; c) pour les déclarations faites à titre individuel par les délégations, qui portent sur les quatre questions subsidiaires, 15 minutes; d) pour les déclarations faites au nom d'un groupe de délégations, qui portent sur l'ensemble de la question, 25 minutes. Ces limitations s'appliqueront à tous les intervenants avec une certaine souplesse.

B. Distribution en temps utile de la documentation

3. Il importe de souligner à cet égard la nécessité de la distribution en temps utile de la documentation dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale. Si la documentation n'est pas disponible dans toutes les langues officielles et si elle est distribuée tardivement aux membres de la Troisième Commission, le bon déroulement de son programme de travail s'en trouve sérieusement compromis.

C. Projets de résolution sur les rapports des organes créés en vertu de traités et rapports du Secrétaire général sur l'état des traités

4. Tous les organes créés en vertu de traités présentent des rapports à l'Assemblée générale, conformément à leurs mandats respectifs. Les résolutions de fond consacrées à ces rapports doivent être adoptées tous les deux ans, conformément au programme de travail de la Troisième Commission. Chaque fois que cela est possible, il est recommandé de ne pas présenter à part les projets de résolution sur l'état des traités, mais de les incorporer dans le projet de résolution relatif au rapport de l'organe considéré. Une année sur deux, la Commission devra se borner à prendre acte des rapports, sauf si elle juge nécessaire de se prononcer sur une question de fond.

D. Projets de proposition émanant d'organes subsidiaires du Conseil économique et social

5. Le Conseil économique et social doit dans toute la mesure possible, lorsqu'il présente des projets de proposition à l'Assemblée générale, tenir compte du programme de travail de la Troisième Commission.

E. Programme de travail

6. La Troisième Commission devra, dès qu'elle aura élu les membres de son bureau, tenir une réunion officieuse au cours de laquelle elle examinera son programme de travail, sur la base d'un projet établi par le Secrétariat, et étudiera les autres aspects de l'organisation de ses travaux, notamment l'état de la documentation.

7. Les questions qui seront renvoyées à la Troisième Commission lors de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale devront être examinées dans l'ordre suivant :

/...

- Point 2. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille
- Point 3. Prévention du crime et justice pénale
- Point 4. Contrôle international des drogues
- Point 5. Promotion de la femme
- Point 6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
- Point 7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires
- Point 8. Promotion et protection des droits de l'enfant
- Point 9. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones
- Point 10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale
- Point 11. Droit des peuples à l'autodétermination²
- Point 12. Questions relatives aux droits de l'homme^{3 4} :
- a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;

² Les points 10 et 11 doivent être examinés conjointement. Les délégations pourront faire des déclarations séparées sur chacun des points si elles le souhaitent.

³ L'alinéa a) sera examiné séparément; les alinéas b), c), d) et e) seront examinés conjointement.

⁴ Les délégations pourront faire une déclaration au titre de l'alinéa a) et deux déclarations au titre des alinéas b), c), d) et e), mais non pas deux déclarations au titre de l'un quelconque des alinéas.

- e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Point 1. Rapport du Conseil économique et social

8. La Troisième Commission pourra revoir cet arrangement à sa réunion d'organisation, en fonction notamment de l'état de la documentation.

F. Établissement et présentation des projets de résolution

9. Il est demandé aux délégations, lors de la rédaction des projets de résolution, de respecter le programme de travail de la Troisième Commission reproduit ci-après.

10. Les délégations sont invitées à tenir compte des directives générales ci-après, données dans les résolutions 45/175 et 46/140 de l'Assemblée générale en ce qui concerne la présentation des projets de proposition⁵ :

Point 1. Rapport du Conseil économique et social

Questions appelant une décision de l'Assemblée générale (Troisième Commission) ou portées à son attention

Questions qui ne sont pas examinées au titre des autres points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale renvoyés à la Troisième Commission

Point 2. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

Tous les ans

Situation sociale dans le monde⁶

⁵ La référence aux années "paires" et "impaires" s'entend des années civiles.

⁶ 1997 – Rapport sur la situation sociale dans le monde et rapport de la Commission du développement social.

1998 – Débat général sur la base du rapport du Conseil économique et social.

1999 – Rapport intérimaire sur la situation sociale dans le monde et rapport de la Commission du développement social.

2000 – Débat général sur la base du rapport du Conseil économique et social.

Tous les deux ans

Application des Règles pour l'égalisation des chances des handicapés et du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et Stratégie à long terme pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà (années impaires)

Application du Plan d'action international sur le vieillissement, Année internationale des personnes âgées (1999) et activités connexes (années impaires)

Mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse d'ici à l'an 2000 et au-delà (années impaires)

Politiques et programmes concernant la jeunesse (années impaires)

Application des Principes directeurs pour les politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement dans un avenir proche (années impaires)

Année internationale de la famille (années impaires)

Coopération en vue de réaliser l'éducation pour tous (1997)

Tous les trois ans

Rôle des coopératives à la lumière des nouvelles tendances économiques et sociales (1999)

Tous les cinq ans

Anniversaire de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social (1999)

Point 3. Prévention du crime et justice pénale

Tous les ans

Renforcement du programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants

Question de l'élaboration d'une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée (1997)

Tous les deux ans

Coopération internationale contre le crime organisé (années paires)

Tous les cinq ans

Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (2000)

Point 4. Contrôle international des drogues

Tous les ans

Application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et du Programme d'action mondial contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes; lutte internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues; respect des principes que consacrent la Charte des Nations Unies et le droit international dans la lutte contre l'abus et le trafic des drogues; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; mesures visant à renforcer la coopération internationale contre la production, la vente, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes et questions connexes

Préparatifs pour la session extraordinaire que l'Assemblée générale doit tenir en 1998 sur l'action internationale contre la production illicite et le trafic des drogues et la toxicomanie (1997)

Tous les deux ans

Application de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (années paires)

Point 5. Promotion de la femme

Tous les ans

Amélioration de la situation des femmes au Secrétariat

Violence à l'égard des travailleuses migrantes

Traite des femmes et des petites filles

Tous les deux ans

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (années paires)

Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (années impaires)

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (années impaires)

Amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales (années impaires)

Point 6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Tous les ans

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix

Point 7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires

Tous les ans

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

Suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la Communauté d'États indépendants et dans certains États voisins (1997)

Assistance aux mineurs réfugiés non accompagnés (1997)

Tous les deux ans

Nouvel ordre international humanitaire (années paires)

Tous les cinq ans

Prorogation du mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (1997)

Point 8. Promotion et protection des droits de l'enfant

Tous les ans

Prévention et élimination de la vente d'enfants et de l'exploitation sexuelle des enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants; protection des enfants touchés par les conflits armés; les petites filles; les réfugiés et les personnes déplacées; élimination de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine; le sort tragique des enfants des rues

Tous les deux ans

Convention relative aux droits de l'enfant (années paires)

Rapport du Comité des droits de l'enfant (années paires)

Point 9. Programme d'activités de la Décennie internationale
des populations autochtones

Tous les ans

Décennie internationale des populations autochtones; Fonds de contributions
volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

Point 10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Tous les ans

Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

État de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime
d'apartheid

Situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de
discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Tous les deux ans

État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination raciale (années paires)

Point 11. Droit des peuples à l'autodétermination

Tous les ans

Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme,
de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de
l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et
d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination (à examiner
tous les deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention internationale
contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de
mercenaires)

Point 12. Questions relatives aux droits de l'homme

a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Tous les ans

Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (tous les deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention)

Célébration du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1997 et 1998)

Tous les deux ans

Rapport du Comité contre la torture et état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (années paires)

État de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (années paires)

Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (années impaires)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Tous les ans

Autres moyens qu'offrent les organismes des Nations Unies de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Droit au développement

Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

Droits de l'homme et terrorisme

Renforcement du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme

Déclaration relative aux droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

Renforcement de l'action que l'Organisation des Nations Unies mène dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité

/...

Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et activités d'information dans ce domaine

Renforcement de l'état de droit

Respect de la liberté universelle de circulation et importance vitale de la réunification des familles (1997)

Une culture de la paix (1997)

Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales (1997)

Tous les deux ans

Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (années paires)

Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme (années paires)

Question des disparitions forcées ou involontaires (années paires)

Droits de l'homme et extrême pauvreté (années paires)

Suivi de l'Année des Nations Unies pour la tolérance (années paires)

Droits de l'homme et exodes massifs (années impaires)

Les droits de l'homme dans l'administration de la justice (années impaires)

Respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qui concerne les processus électoraux (années impaires)

Renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes (années impaires)

Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (années impaires)

Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (années impaires)

Tous les cinq ans

Décernement de prix des droits de l'homme

- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux
- d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Tous les ans

Application et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

- e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Tous les ans

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

ANNEXE II

Programme de travail biennal de la Troisième Commission pour 1997-1998

1997⁷

Point 1. Rapport du Conseil économique et social

Questions appelant une décision de l'Assemblée générale (Troisième Commission) ou portées à son attention

Documentation

Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social se rapportant à des questions qui ne sont pas examinées au titre des autres points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale renvoyés à la Troisième Commission

Point 2. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille⁸

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

⁷ Le programme de travail et la documentation pour 1997 seront révisés en fonction des décisions prises à ce sujet par le Conseil économique et social en 1997.

⁸ Rapport sur la situation sociale dans le monde et rapport de la Commission du développement social.

Rapport du Secrétaire général sur la situation sociale dans le monde (résolution 44/56)⁹

Rapport du Secrétaire général contenant la troisième étude et évaluation du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, notamment des informations sur les efforts mis en oeuvre par les divers organismes du système des Nations Unies pour assurer l'égalisation des chances et la pleine intégration des personnes handicapées ainsi que sur la mise au point d'indicateurs mondiaux d'incapacité (résolutions 37/52, 48/95 et 50/144)

Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs entrepris pour la célébration de l'Année internationale des personnes âgées (résolution 50/141)

Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans le suivi de l'Année internationale de la famille (résolution 50/142)⁹

Rapport du Secrétaire général sur la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous, y compris les recommandations du Forum consultatif international sur l'éducation pour tous (résolution 50/143)⁹

Rapport du Secrétaire général sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà (résolution 50/81)⁹

Point 3. Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social, notamment les informations demandées dans le projet de résolution A/C.3/51/L.10 relative à la question de l'élaboration d'une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée

Rapport du Secrétaire général sur l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (projet de résolution A/C.3/51/L.6)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique (projet de résolution A/C.3/51/L.8)

Point 4. Contrôle international des drogues

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social, notamment les informations demandées dans le projet de résolution A/C.3/51/L.9

⁹ Présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

relatif au progrès des préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui aura lieu en 1998

Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action mondial (résolution 47/100 et projet de résolution A/C.3/51/L.9)

Point 5. Promotion de la femme

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180)⁹

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (résolution 39/125)

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 45/124)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/165 concernant l'amélioration de la condition de la femme dans les zones rurales⁹

Rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (résolution 50/163)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.17/Rev.1 concernant la violence à l'égard des travailleuses migrantes

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.18/Rev.1 concernant la traite des femmes et des petites filles

Rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (projet de résolution A/C.3/51/L.19)

Point 6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (résolution 50/203 et projet de résolution A/C.3/51/L.29)⁹

Point 7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la Conférence régionale pour l'examen des problèmes des réfugiés, des personnes déplacées, des personnes contraintes à d'autres formes de déplacement involontaire et des rapatriés dans les pays de la communauté d'États indépendants et dans certains États voisins (projet de résolution A/C.3/51/L.12/Rev.1)

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique (projet de résolution A/C.3/51/L.13/Rev.1)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.15/Rev.1 concernant l'assistance aux enfants réfugiés non accompagnés

Point 8. Promotion et protection des droits des enfants

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Représentant spécial chargé de la question des répercussions des conflits armés sur les enfants (projet de résolution A/C.3/51/L.37, par. 37)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants (projet de résolution A/C.3/51/L.37, par. 80)

Rapport du Secrétaire général sur les droits de l'enfant contenant des renseignements sur l'état de la Convention relative aux droits de l'enfant et les problèmes de l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine, ses causes et conséquences (projet de résolution A/C.3/51/L.37, par. 81)

Point 9. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones

Documentation

(Rapport du Secrétaire général (décision 51/))

Rapport du Comité administratif de coordination sur les activités des organismes des Nations Unies ayant trait à la Décennie (résolution 50/157)

Point 10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social, notamment les renseignements demandés dans le projet de résolution
A/C.3/51/L.27/Rev.1

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
[résolution 2106 A (XX)]

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid [résolution 3380 (XXX)]

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (projet de résolution A/C.3/51/L.23/Rev.1)

Rapport du Secrétaire général sur la situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (projet de résolution A/C.3/51/L.24)

Rapport du Secrétaire général contenant des propositions en vue de compléter le Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (projet de résolution A/C.3/51/L.27/Rev.1)

Point 11. Droit des peuples à l'autodétermination

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur la question de l'utilisation de mercenaires (projet de résolution A/C.3/51/L.26)

Rapport du Secrétaire général (projet de résolution A/C.3/51/L.28)

Point 12. Questions relatives aux droits de l'homme

a) Application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Comité des droits de l'homme [résolution 2200 A (XXI)]⁹

Rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (résolution 36/151)

Rapport du Comité contre la torture (résolution 39/46, annexe)

Rapport du Secrétaire général sur l'état des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (50/171)

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (projet de résolution A/C.3/51/L.32)

Rapport du Secrétaire général sur la nécessité d'assurer aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme des ressources financières et suffisamment de ressources en personnel et de ressources dans le domaine de l'information pour leur permettre de fonctionner [projet de résolution A/C.3/51/L.34/Rev.1, par. 3 c)]

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.34/Rev.1, par. 25)

Rapport du Secrétaire général sur l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre (projet de résolution A/C.3/51/L.34/Rev.1, par. 26)

Questions à examiner pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable

État des préparatifs du cinquantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.35/Rev.1)

Renforcement du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Centre pour les droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.39/Rev.1)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (résolution 50/176)

Rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice (résolution 50/181)

Rapport du Secrétaire général sur les efforts entrepris en matière de programmes, d'institutions, d'administration, de finances et de gestion pour améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies de prévenir de nouveaux courants de réfugiés et de s'attaquer à leurs causes profondes (résolution 50/182)

/...

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux résolutions 49/190 et 50/185 relatives à l'affermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies aux fins du renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes et de l'action en faveur de la démocratie

Rapport du Secrétaire général sur la possibilité de créer un fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes du terrorisme (résolution 50/186)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.45 concernant la promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (projet de résolution A/C.3/51/L.47)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'état de droit (projet de résolution A/C.3/51/L.52)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.57 relatif au droit au développement, rendant compte des activités menées par les organismes des Nations Unies pour mettre en oeuvre la Déclaration sur le droit au développement et les obstacles à l'exercice dudit droit qu'ils ont rencontrés

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.60 concernant une culture de la paix

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.65 relatif aux droits de l'homme et aux mesures coercitives unilatérales

Rapport du Secrétaire général sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et information dans le domaine des droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.70/Rev.1)

Questions à examiner pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable

Respect des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qui concerne les processus électoraux (résolution 50/172)

Respect de la liberté universelle de voyager et de l'importance capitale du regroupement familial (projet de résolution A/C.3/51/L.36)

Renforcement de l'action que l'Organisation des Nations Unies mène dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération

internationale, et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité (projet de résolution A/C.3/51/L.71/Rev.1)

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des personnes déplacées dans leur propre pays (décision 1995/273 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.53/Rev.1 sur la situation des droits de l'homme au Nigéria

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme de coopération technique avec le Gouvernement haïtien (projet de résolution A/C.3/51/L.55)

Rapport du Secrétaire général sur l'aide que le Centre pour les droits de l'homme apporte au Gouvernement et au peuple cambodgiens aux fins de la défense et de la protection des droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.56)

Rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Kosovo (projet de résolution A/C.3/51/L.59)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les activités de l'Opération sur le terrain pour les droits de l'homme au Rwanda (projet de résolution A/C.3/51/L.64/Rev.1)

Rapport du Secrétaire général sur l'application du projet de résolution A/C.3/51/L.66 concernant les viols et les sévices dont les femmes sont victimes dans les zones de conflit armé dans l'ex-Yougoslavie

Rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (projet de résolution A/C.3/51/L.69)

Questions à examiner pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable

Situation des droits de l'homme en Iraq (projet de résolution A/C.3/51/L.40)

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran (projet de résolution A/C.3/51/L.41/Rev.1)

Situation des droits de l'homme en Afghanistan (projet de résolution A/C.3/51/L.49)

Situation des droits de l'homme au Soudan (projet de résolution A/C.3/51/L.61)

Situation des droits de l'homme à Cuba (projet de résolution A/C.3/51/L.63)

Situation des droits de l'homme en République de Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) (projet de résolution A/C.3/51/L.68)

d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Rapport du Secrétaire général (résolution 48/121)

e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Rapport du Haut Commissaire (résolution 48/141)⁹

1998

Point 1. Rapport du Conseil économique et social

Questions appelant une décision de l'Assemblée générale (Troisième Commission) ou portées à son attention

Documentation

Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social se rapportant à des questions qui ne sont pas examinées au titre des autres points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale renvoyés à la Troisième Commission

Point 2. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Point 3. Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Point 4. Contrôle international des drogues

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action mondial (résolution 47/100 et projet de résolution A/C.3/51/L.9)

Rapport du Secrétaire général contenant la mise à jour bisannuelle du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (résolution 48/112, sect. IV)⁹

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (projet de résolution A/C.3/51/L.9, sect. VII)

Point 5. Promotion de la femme

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (résolution 34/180)⁹

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les activités du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (résolution 39/125)

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (résolution 45/124 et projet de résolution A/C.3/51/L.21)

Point 6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (résolution 50/203 et projet de résolution A/C.3/51/L.29)⁹

Point 7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport du Secrétaire général sur un nouvel ordre humanitaire international (projet de résolution A/C.3/51/L.16)

Point 8. Promotion et protection des droits des enfants

Documentation

Rapport du Comité des droits de l'enfant (résolution 44/25, annexe)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Représentant spécial sur l'impact des conflits armés sur les enfants (projet de résolution A/C.3/51/L.37, par. 37)

Point 9. Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones

Documentation

Rapport du Comité administratif de coordination sur les activités des organismes des Nations Unies ayant trait à la Décennie (résolution 50/157)

Point 10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale [résolution 2106 A (XX)]

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid [résolution 3380 (XXX)]

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) et projet de résolution A/C.3/51/L.24)

Point 11. Droit des peuples à l'autodétermination

Point 12. Questions relatives aux droits de l'homme

a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Documentation

Chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social

Rapport du Comité des droits de l'homme [résolution 2200 A (XXI)]⁹

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide [résolution 260 A (III)]

Rapport du Secrétaire général sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture (résolution 36/151 et projet de résolution A/C.3/51/L.33)

Rapport du Comité contre la torture (résolution 39/46, annexe)

Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (projet de résolution A/C.3/51/L.33)

Question à examiner pour laquelle il n'a pas été demandé de documentation préalable

Célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.35/Rev.1)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Rapporteur spécial sur la question des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires (projet de résolution A/C.3/51/L.46)

Rapport du Secrétaire général sur la question des disparitions forcées ou involontaires (projet de résolution A/C.3/51/L.48)

Rapport du Secrétaire général sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme (projet de résolution A/C.3/51/L.62)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'action que l'Organisation des Nations Unies mène dans le domaine des droits de l'homme par la promotion de la coopération internationale, et l'importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité (projet de résolution A/C.3/51/L.71/Rev.1)

Questions à examiner pour lesquelles il n'a pas été demandé de documentation préalable

Suivi de l'Année des Nations Unies pour la tolérance (projet de résolution A/C.3/51/L.50)

Droits de l'homme et extrême pauvreté (projet de résolution A/C.3/51/L.54)

- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux
- d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Documentation

Rapport du Secrétaire général (résolution 48/121)

- e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Documentation

Rapport du Haut Commissaire (résolution 48/141)⁹

PROJET DE DÉCISION III

L'Assemblée générale prend acte des chapitres I à IV, V (sect. A et E) et VII du rapport du Conseil économique et social¹⁰.

¹⁰ La version définitive de ce rapport paraîtra en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session (A/51/3/Rev.1).